

# Le Portrait



**Thomas JACQ**

Thomas, 33 ans, a adhéré au PCF il y a un an. Aujourd'hui, suite au congrès du PCF, il fait partie de la direction locale du Pays de Brest et de la direction départementale.

*Arrêt sur un jeune homme motivé par son besoin d'être utile.*

Après une enfance passée dans l'Est de la France, Thomas revient à Brest, sa ville natale, à l'âge de 19 ans pour y travailler. Employé depuis 2 ans comme électricien au Groupe Snef - un des leaders français de l'installation électrique dont les prestations s'adressent aussi bien au secteur tertiaire qu'aux industriels, à la Marine ou aux collectivités et administrations publiques - Thomas pratique son métier dans les établissements recevant du public, notamment le CHU de Brest. Jeune adhérent à la CGT, il participera bientôt, en tant qu'observateur, à une réunion nationale des délégués CGT de son entreprise. Thomas est curieux de tout et tout l'intéresse !

Dès son entrée dans la vie active, Thomas est vite attiré par les idées d'extrême-gauche. A la Présidentielle de 2007, son choix se porte sur Besancenot, mais Thomas fait finalement le choix du vote utile au premier tour. Il continue de graviter autour de la LCR mais sans pour autant aller jusqu'à l'adhésion. Finalement, ce ne seront pas les portes de la LCR qu'il franchira, mais celles du PCF, devant lesquelles il passe chaque jour à pied pour se rendre à son travail.

On est au tout début de l'année 2012, en pleine campagne des élections présidentielle et législatives. Thomas participe activement à la campagne du Front de Gauche, donnant tout son temps disponible pour le tractage, le collage, les réunions ... Rien de surprenant, dès lors, de le retrouver à la Courneuve, participant à sa première Fête de l'Huma. Profitant de ses congés annuels qu'il aime prendre en fin de saison estivale, Thomas passe une semaine à Paris. Il aide ses camarades du Finistère pour le montage du Stand puis déambule durant trois jours dans la Fête, désireux d'en apprendre toujours plus, découvrant les autres stands, échangeant avec des militants de toute la gauche, participant à de nombreux débats.

C'est à la Fête de l'Huma qu'il adhère à Riposte, aile marxiste du PCF qu'il a connu via internet. Pour lui le PCF est un peu trop « réformiste ». De son point de vue, il ne faut pas essayer de moraliser un système déjà perverti. Les conséquences désastreuses du système capitaliste montrent que les idées du marxisme, que certains voudraient reléguer au musée des antiquités, n'ont jamais été aussi pertinentes qu'aujourd'hui.

C'est aussi à la Fête de l'Huma que Thomas se renseigne sur le bénévolat au Secours Populaire Français. De retour à Brest, il choisit d'être bénévole en soutien scolaire, auprès d'élèves du primaire, une fois par semaine.

Une vie bien remplie car Thomas c'est aussi les balades, le footing au vallon du Stangalard, la natation et internet - il fait partie d'une équipe de jeux en réseau - et avant tout la lecture. Élément indispensable à ses yeux pour acquérir un bon niveau culturel et devenir ainsi un militant armé politiquement ... faisant sienne la phrase de Lénine « *liberté totale dans la discussion, unité totale dans l'action* ».

# Billet d'Humeur !

**Aide alimentaire européenne : mobilisons-nous !**

Par Claude BELLEC



« Alors que l'Union européenne dispose de plus en plus de prérogatives, qu'elle se donne pour ambition de réguler davantage notre économie et que son intervention est attendue dans des domaines autrefois réservés aux États, comme le social, le Conseil européen a fait une première historique en décidant de réduire le budget européen et en abandonnant définitivement toute ambition de solidarité.

Ainsi, l'aide alimentaire aux plus démunis, si importante pour les associations de solidarité, va passer de 500 millions d'euros par an à 300 millions d'euros, ce qui correspond à une baisse de l'ordre de 40 %. A l'heure où des milliards sont alloués aux secteurs financiers, supprimer une aide qui équivaut à un euro par habitant et par an, confine à l'absurde.

Comment l'Union européenne ne peut-elle pas trouver 500 millions d'euros pour les plus démunis alors que la Banque centrale européenne a trouvé 100 milliards d'euros pour soutenir les banques ?

Non, l'aide humanitaire alimentaire n'est vraiment pas une priorité de l'Europe. Demain, comment le Secours Populaire Français (à Brest, 54 % des sources d'approvisionnement proviennent de cette aide) et les autres associations vont-elles pouvoir faire face à la demande croissante ? Car de cette décision dépend le sort de millions de foyers en situation de pauvreté et de précarité. S'ils n'ont plus à manger, que vont devenir les enfants, jeunes, familles, personnes âgées ? Si, au niveau européen, les décisions ne sont pas revues, nous courons à la catastrophe.

L'heure est à la mobilisation de toutes et tous pour préserver cette aide humanitaire et nous nous félicitons que la Ville de Brest lors de son dernier conseil municipal le 12 février dernier est adopté un vœu en ce sens. »

# Abonnement

**ECHANGES & INITIATIVES :  
Abonnez-vous !**

Journal bimestriel  
Prix au numéro : 0,60 € - Abonnement : 3,00 €

Nom, Prénom : .....

Adresse : .....

Bulletin à retourner à : *Elus communistes du Pays de Brest*  
22 Bis rue Bruat - 29200 BREST

Rédaction, Administration, Publicité :  
Groupe des Elus Communistes  
du Pays de Brest  
22 bis rue Bruat - 29200 BREST  
Tél : 02.98.43.05.41 - Fax : 02.98.44.38.84  
E-Mail : elus-communistes@org-brest.fr  
Directeur de la Publication :  
Maxime PAUL  
IMPRIMERIE - SERIGRAPHIE CERID  
31 rue Frédéric Chopin - BP 52532 - 29225 BREST CEDEX 2  
Périodicité : journal bimestriel  
Prix au numéro : 0,60 €  
Abonnement : 3,00 €

**JANVIER / FEVRIER 2013**

Numéro 77



*Inauguration, le mardi 22 janvier 2013, des nouveaux locaux de la Fédération PCF du Finistère, sis 5 rue Henri Moreau et 6 rue André Berger à Brest, en présence de Pierre LAURENT, secrétaire national et d'une centaine de personnes : militants, élus municipaux et régionaux, représentants des forces de gauche et du mouvement syndical et associatif, le Maire de Brest et le Président du Conseil Général.*

# Echanges & Initiatives

Journal d'information édité par les élus communistes du Pays de Brest

N° C.P.P.A.P : 1215 P 11338 - N° I.S.S.N : 1297-790X

Dispensé de timbrage

BREST CTC

Echanges & Initiatives

**P**

22 bis rue Bruat  
29200 - BREST

**PRESSE**

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

DEPOSÉE LE 28/02/2013

## Sommaire

**Page 1 :**

• Photo : Inauguration des nouveaux locaux de la Fédération PCF du Finistère

• Edito : Jean-Michel LE LORC'H

**Pages 2 - 3 :**

• Côté Congrès ...

• Dossier : les rythmes scolaires

• Interview : Gaëlle ABILY

**Page 4 :**

• Portrait : Thomas JACQ

• Billet d'Humeur : Claude BELLEC

## Edito

Jean-Michel LE LORC'H



Conseiller municipal

Conseiller  
communautaire

Cette année 2013 commence dans un contexte économique et social particulièrement difficile. La situation de crise persistante continue de détruire l'emploi et de fragiliser plus encore le pouvoir d'achat des familles.

Alors que les dotations aux collectivités locales devaient déjà baisser de 1,5 milliard pour 2014 et 2015, un effort supplémentaire de 1,5 milliard d'euros leur est demandé pour financer le crédit d'impôt compétitivité. L'Etat va ainsi verser 20 milliards d'euros aux entreprises afin d'améliorer leur compétitivité, sans condition d'objectif en matière d'emploi et d'investissement.

La note d'austérité va donc être très salée pour nos collectivités. Or, n'oublions pas qu'elles jouent un rôle clé pour maintenir l'intervention publique au plus près de nos concitoyens et assurer un service public de qualité au quotidien : en favorisant le vivre ensemble, la co-construction, la mise en commun,

en soutenant le développement de la vie associative, en faisant du sport et de la culture pour tous des priorités de l'intervention publique. Sans oublier, bien entendu, de répondre à l'ambition d'une école de qualité pour tous.

Il ne faut donc plus perdre de temps et répondre aux attentes des populations qui ont voulu le changement ou l'attendent encore, avant que la désillusion, le découragement et le fatalisme ne brisent les espoirs et nous conduisent au pire : le retour au pouvoir d'une droite revancharde bras-dessus bras-dessous avec l'extrême droite.

Le rôle de l'Etat doit être revalorisé dans le sens d'un Etat de progrès garant de l'égalité entre les territoires et les habitants pour répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux. Cela nécessite bien entendu de donner des moyens aux collectivités en procédant à une grande réforme fiscale.

# Côté Congrès ...

Claude BELLEC et Jacqueline HERE ont fait partie de la délégation du Finistère au 36<sup>ème</sup> Congrès du PCF qui s'est tenu du 7 au 10 février, aux Docks d'Aubervilliers. Retour d'impressions de nos deux déléguées.



La délégation du Finistère : au premier rang, de gauche à droite, Najib HAMMANI, Yannick AUTRET, Claude BELLEC, Eric LE BOUR. Au deuxième rang, de gauche à droite : Christine OBIN, Denis SELLIN, Jacqueline HERE, Yoann DANIEL.

« Ce fut un beau congrès, vivant, jeune, fraternel et très émouvant parfois. Aux Docks, « la Force du Partage » a accompagné tous nos travaux durant ces 3 jours. Plusieurs centaines de délégués ont exprimé leurs révoltes et leur désenchantement, mais aussi leurs espoirs, ont témoigné de leurs tentatives ou expériences de rassemblement, ont défini et décidé ensemble de nos priorités pour les 3 années à venir, avec l'objectif de construire un « communisme de nouvelle génération » et la volonté de faire du Front de Gauche un grand mouvement populaire pour « être ensemble la force agissante de la gauche ». Oui, vraiment un beau congrès !

Les mots partage, rassemblement, utilité, urgence ont résonné durant tout ce congrès. Partage, dans un communisme où une génération nouvelle prend toute sa place. Rassemblement, pour mener la campagne d'alternative à l'austérité. Utilité et urgence, pour faire avancer des propositions concrètes pour le quotidien.

Oui, pendant ces 3 jours, les 778 délégués étaient loin, très loin des persifflages de quelques journalistes posant comme seul enjeu de ce congrès ... l'absence ou la présence de la faucille et du marteau sur la carte d'adhérent, ou de leurs interrogations et stupéfaction devant le nombre de délégués et la jeunesse de beaucoup d'entre eux ... Et oui ! On nous voudrait résignés à un avenir de difficultés, on voudrait que nous acceptions, que nous renoncions, mais nous, ce que nous voulons, c'est continuer à lutter, à avancer ensemble !

Durant toute l'année 2013, nous aurons à travailler à rassembler dans l'action toutes les forces de gauche qui veulent le changement sans attendre les échéances électorales de 2014. Ces dernières prendront une place particulière parce que les communes se trouvent au centre de la bataille : s'y trouvent les enjeux entre la politique d'austérité ou les réponses aux besoins sociaux ; des résistances larges peuvent s'y construire. La nécessité sera de n'avoir pour critère que la construction de majorités utiles au progrès social, de tout faire pour empêcher la droite et l'extrême droite de faire main basse sur les communes et de créer pour cela les conditions de majorités de gauche dans lesquelles le poids de nos propositions et la place des élus communistes et du Front de Gauche soient le plus important possible. »



# Dossier : les rythmes scolaires

Jacqueline HERE détaille pour nous la position des élus communistes sur le projet de loi sur l'école, et plus précisément sur la question des rythmes scolaires, abordée lors du conseil municipal de Brest le 12 février dernier.



« La carte scolaire pour la rentrée 2013 confirme un équilibrage de postes sur Brest. Mais n'oublions pas les nombreux postes perdus depuis une décennie ainsi que la disparition des postes Rased. Or, nous ne pouvons que déplorer que le projet de refondation de l'école du gouvernement entérine la disparition des Rased suggérant à nouveau que les Projets Educatifs Locaux se fixent l'objectif de remédier au décrochage scolaire alors qu'il est nécessaire au contraire de s'engager résolument dans le rétablissement des Rased.

Il est aussi regrettable que la même logique de désengagement de l'Etat prévale avec la refonte des rythmes scolaires. En effet, le gouvernement cherche à obtenir une implication plus grande des collectivités locales et, en articulation avec l'acte III de la décentralisation, le risque est grand de se diriger vers un service public plus municipal que national.

En n'apportant pas de réponses nationales mais des réponses au gré des décisions politiques des municipalités au regard de leurs choix ou de leurs budgets très inégaux, n'y a-t-il pas là la recherche d'un nouveau partage des responsabilités entre l'Etat et les collectivités territoriales ? Le premier, se dessaisissant de ses obligations et cherchant à obtenir des collectivités une implication plus grande ainsi qu'un engagement des associations, ce qui laisse présager une école « à la carte », des inégalités accrues entre les territoires en termes de volume et de qualité d'enseignement. Ce qui nous fait dire que ce projet a perdu de vue son ambition éducative pour se trouver arbitré à l'aune des capacités financières des communes à qui incombe la charge de sa mise en œuvre dans le cadre des projets éducatifs territoriaux.

S'il s'agit bien d'un projet de refondation de l'école, alors l'Education nationale doit rester le garant de l'égalité et de la pérennité du service public de l'éducation sur le territoire national. Ce n'est pas aux collectivités territoriales de se substituer à l'Etat pour élaborer et concerter une politique nationale de l'enseignement.

De même, les conséquences négatives de ces choix d'austérité se retrouvent dans l'abaissement prévu par le gouvernement du taux d'encadrement des enfants pour les activités périscolaires, dans le souci - dit-il - d'alléger la charge importante des communes confrontées à la réorganisation. Au lieu de consacrer les moyens nécessaires, le gouvernement fait le choix d'un environnement éducatif au rabais, des conditions de travail plus difficiles pour les animateurs.

A Brest, la démarche d'échange et de dialogue engagée par notre collectivité entre toutes les parties prenantes - familles, enseignants, agents municipaux, partenaires associatifs et toutes celles et ceux participant à la communauté éducative - va dans le bon sens et confirme l'engagement de notre ville depuis plusieurs années pour un rythme scolaire le plus adapté possible à l'intérêt de l'enfant.

Dans cette concertation, il s'agira de prendre en compte les moyens attribués et les synergies à déployer entre système éducatif, collectivité et associations d'éducation populaire. Le nouvel aménagement de la semaine scolaire ne peut se mettre en place, à nos yeux, sans une accessibilité gratuite et facilitée partout de tous les enfants aux activités périscolaires ouvrant à la culture, l'éveil musical, les activités sportives ... Favoriser la réussite de toutes et tous à l'école suppose au-delà de l'aménagement des modifications du temps de classe de prendre en considération à la fois l'amplitude et les conditions de travail dégradées des parents et les évolutions propres aux différents modèles familiaux. Face à des parents salariés de plus en plus précarisés, mal payés, subissant le mal travail, les modifications d'horaires peuvent même amplifier les difficultés familiales. »

# L'interview



**Gaëlle ABILY**  
Vice-Présidente du Conseil Régional de Bretagne en charge de l'égalité des droits et de l'innovation sociale

Nommée par le Premier Ministre pour siéger au Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, à titre bénévole pour 3 ans, Gaëlle revient pour nous sur cette nouvelle instance.

**Pourquoi un Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes ?**

Il y a un an, en créant un Ministère des droits des femmes de plein exercice, le gouvernement a affiché son ambition pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. En créant aujourd'hui ce Haut conseil, il agit pour la mise en œuvre de cette valeur républicaine. Cette instance est destinée à animer le débat public sur la politique de l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes ses dimensions. Nous travaillerons ainsi aux côtés du Ministère à des avancées concrètes et rapides sur la lutte contre les violences faites aux femmes, la place des femmes dans les médias et la diffusion de stéréotypes sexistes, la santé, l'égal accès des femmes et hommes aux responsabilités politiques, sociales et professionnelles et la dimension internationale de la lutte pour les droits des femmes.

**La Bretagne ne mène-t-elle pas depuis 2004 une politique volontariste d'égalité des droits entre les femmes et les hommes ?**

Depuis l'arrivée en 2004 d'une majorité de gauche à la Région et de sa volonté de créer une Vice-Présidence à l'égalité femmes / hommes, la culture de l'égalité est devenue la marque de fabrique de la Bretagne. La Région agit au quotidien pour garantir à chacun-e l'égalité d'accès réelle aux droits dans tous les domaines de l'intervention régionale : formation, économie, transports, culture, jeunesse ... y compris en s'engageant dans une démarche d'égalité en faveur de ses propres agents ce qui lui a valu l'obtention en octobre dernier du label Egalité Professionnelle AFNOR.

**Ta nomination n'est-elle pas la reconnaissance du travail accompli par la Bretagne en matière d'égalité professionnelle ?**

Alors que le combat pour l'égalité est trop souvent considéré comme inutile ou à la marge, l'action du Ministère vient redonner de la valeur à ceux qui s'investissent au quotidien dans ce combat. C'est le sens de l'installation en Bretagne en septembre dernier du comité national de pilotage de l'égalité professionnelle. C'est le sens aussi de la reconnaissance de la Bretagne comme région expérimentatrice, parmi 9 autres, de nouvelles initiatives en matière de promotion de l'égalité professionnelle. La convention Etat/Région « territoires d'excellence », signée en décembre avec la Ministre des droits des femmes, prévoit ainsi 6 expérimentations concrètes notamment dans les TPE et PME mais aussi dans la recherche et l'enseignement supérieur. Ces expérimentations vont permettre d'installer durablement en Bretagne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.